L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS. MARDI MATIN, 10 JUILLET 1888. 61me Année

Dufour & Dessez, Propriétaires Editeurs

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS MARDI, 10 JUILLET 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

La Convention d'immigration, le 7 août, à la Nouvelle-Orléans.

Il n'y a que deux moyens de venir à bout de préjugés invétérés, comme il en règne beaucoup trop au sein de l'humanité. Le premier consiste à attendre, avec patience, du temps et de l'expérience, le redressement des erreurs qui se propagent, des sottises qui se débitent — expédient un peu lent, qui réussit à la longue, quand, toutefois, la victime ne meurt pas ou n'est pas ruinée, avant que la vérité se soit fait jour. C'est le procédé que nous avons employé, jusqu'aujourd'hui, contre les idées grossièrement erronées, souvent, contre les calomnies que l'on colporte, à plaisir, sur notre sol, sur notre climat, et il faut convenir que nous n'avons pas beaucoup à nous louer du résultat. Le thermomètre a beau parler tous les jours en notre faveur; nos hôpitaux ont beau rester vides et nos médecins, sans clientèle, les faux bruits ont, comme on l'a vu, la vie bien plus dure que la vérité. Le préjugé n'est guère moins vivace qu'il y a vingt-cinq ans.

Il est un second moyen, plus hardi, plus expéditif, dont le succès est aussi rapide que certain et qui ne manque presque jamais son coup. Il consiste à aller droit au but, à attaquer l'ennemi de front. Il exige plus d'énergie, plus d'activité que le premier, mais la promptitude de la réussite vient donner une ample compensation aux peines que l'on s'est données. C'est de lui que préconise le colonel Morman, le nouveau président de l'Association d'immigration de l'Etat : c'est celui qu'il vient de proposer, celui qu'a adopté l'Association et auquel tous nos citoyens les plus éclairés donnent une adhésion éclatante qui fait autant honneur à leur intelligence qu'à leur patriotisme.

On sait qu'elles fausses idées on a, au loin, de la Nle Orléans. A partir des premières grandes chaleurs, le séjour en devient rapidement impossible : c'est un foyer de maladies infectieuses, un pays de pestiférés. Quand un étranger a été appelé ici pour quelques affaires, il s'empresse, dès les premiers jours de juin, de boucler ses malles, et il court bien vite plus sur l'été dans les régions plus favorisées du nord : dans le Nord dans l'Ouest. Il souffle peut être beaucoup plus de la chaleur à St Louis, à New York, qu'à la Nouvelle Orléans, mais il a chez lui, nous nous le faite, absence aux yeux de sa raison et de l'expérience est exacte au point de vue de la propagande. Tous les deux de protester contre cette erreur et d'envoyer les tubes de mercure qui prouvent, chiffres en main, qu'il y a, chez nous, moins de décès que dans tels et tels grands centres de population tout aussi faux — de démontrer que la vie est plus aisée en été qu'en hiver, c'est le plus impuissant des paradoxes.

Si vous rencontrez quelque étranger, revenu de cette ridicule opinion, l'un qu'une mésaventure commerciale, ou autre l'a cloué, fatalement, à la Nouvelle Orléans; il a vu arriver le mois de juillet, la fureur dans l'air, au mois d'août, il a fait son testament, il s'attendait à la mort, il est obstiné à ne pas venir. A la mi novembre, il est tout étonné de n'avoir pas laissé ici ses os. En décembre, le malade imaginaire est tout à fait guéri; il se sent moins un peu moins portant qu'il ne l'était d'ordinaire, allures, à la même époque de l'année, et il jure bien de ne plus retomber dans une erreur dont il reconnait la fausseté.

La conversion est complète, mais elle est souvent le néophyte n'a d'autre que sur le petit groupe qui l'entoure. Ce ne sera, en tout cas, que lorsque le colonel Morman viendra frapper un grand coup. S'appelle, à la Nouvelle Orléans, une Convention d'immigration, juste à l'époque où l'on a besoin de la générale ment foie — les uns par terreur, les autres par bon ton; la presse par presse plutôt que par conviction.

Le projet est hardi, nous l'admettons; il y a quelques années, il eût été téméraire; peut-être en est-il encore plus fonesie qu'utile. Le préjugé n'est pas encore entamé, il règnait sans doute. On n'avait pas encore vu ce qu'il a fait du Croissant en masses compactes. L'Exposition n'avait pas encore eu lieu et quoi qu'on en dise, l'Exposition a fait beaucoup de bien : elle a contribué à dissiper beaucoup d'idées fausses, bien des préjugés ridicules, à lancer beaucoup de points obscurs. Au point de vue administratif, nous n'y avons pas gagné; au point de vue du sol, du climat, des ressources du pays, nous avons remporté une éclatante victoire. C'est de là que datent les timides tentatives de déplacement d'habitants du Nord qui ont osé s'aventurer dans nos campagnes du sud-ouest.

Aujourd'hui, dans l'entreprise de M. Moorman, il y a encore de la hardiesse, mais il n'y a plus beaucoup plus d'audace, et le colonel travaille avec sûreté. Nous n'en donnerons pour preuve que les lettres innombrables d'adhésion qui lui arrivent de toutes parts — du Nord comme du Sud, du dehors comme de l'intérieur de la Louisiane. Il ne s'agit plus de remuer les Louisianais de naissance ou d'adoption, de leur demander de faire l'éloge du pays où ils sont nés, où ils ont passé une grande partie de leur existence; une pareille mesure prouverait peu de chose, elle ne ferait pas avancer la question d'un pas. C'est aux hommes du Nord, qui sont venus parcourir le pays et savent ce qu'il vaut, c'est à ceux qui sont établis parmi nous depuis peu de temps, qu'est confiée cette besogne. Evidemment, cette assemblée sera armée de toutes sortes de documents, de statistiques; elle en fera un relevé général, qu'elle soumettra, solennellement, aux populations qui sont encore hésitantes. Comment douter d'un témoignage donné, spontanément, en masse, par des hommes qui n'ont pas les préférences, les préjugés, si l'on veut, des natifs, qui devraient, plutôt, céder à des tendances, à des partis-pris opposés, et, par conséquent, apporteront dans leur jugement une indéniable impartialité ? Si ces gens dont nous ne pouvons douter, en présence de l'énorme quantité d'adhésions qui arrivent, jusque jour, au colonel — l'assemblée d'hommes du Nord, convoquée pour le 7 août, au Grunewald Hall, est nombreuse, le triomphe sera complet; le châtiment infligé au préjugé, à la calomnie, à l'erreur volontaire ou naïve, sera terrible. La dernière barrière qui sépare les deux sections de l'Union sera, à tout jamais, abaissée. Ce ne sera plus une chose monstrueuse, ce ne sera plus une chose dangereuse, pour un homme du Nord, de quitter ses glaces, ses frimas, son sol ingrat, pour venir s'établir en Louisiane et y grossir son avoir. Le problème de l'immigration sera résolue.

On nous affirme que les compagnies de chemins de fer prêtent la main à l'œuvre de M. Moorman et sont disposées à accorder certaines faveurs aux délégués à la Convention. Nous n'avons pas de peine à le croire; elles sont éminemment intéressées au succès; elles ont la perspective de voir doubler leurs affaires. Tout annonce donc une réussite; nous devons tout cela à l'initiative énergique du Col. Moorman, et le pays, qui n'a pas perdu la mémoire du cœur, saura s'en souvenir, en temps et lieu.

M. Ben Onorato.—Les ventes d'immeubles aux enchères publiques attirent, on le sait, une affluence considérable, le samedi à la Bourse des Encantenes, avenue St-Charles, 72. Les capitalistes s'y rendent régulièrement, mais regrettent fort que les criées se fassent toutes à la même heure, ce qui, nécessairement, les empêche de les toutes entendre. Pour obvier à cet inconvénient et dans l'intérêt de ses clients et des enchérisseurs, M. Ben Onorato, à partir du 14 juillet prochain, fera ses criées à onze heures et demie. Cette judicieuse mesure du populaire encanteur recevra, nous en avons l'assurance, l'approbation des nombreux et fidèles habitués de la Bourse.

L'Agne Cure d'Ayer est un spécifique infaillible pour les maladies miasmatiques et bilieuses.

LOUISIANE.

Le *South*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 7 juillet :

La pluie continue toujours à tomber. Beaucoup trop d'eau pas assez de soleil.

—M. J. H. Denham nous a envoyé trois tiges de cannes à sucre, dont la plus haute a 7 pieds, dont 5 sont rouges et bien développés. C'est une rareté, à l'époque actuelle de l'année, et promet pour l'automne.

—M. D. H. Castle nous a apporté une autre tige prise, au hasard, dans un champ de sonchère : elle a 7 nœuds rouges, bien développés, et plus de 3 pieds de haut.

M. Castle a vingt-cinq acres de cannes de ce genre ; il n'aura pas de peine à obtenir le ruban bleu. Il a loué l'habitation Nevada pour plusieurs années.

—M. P. O. Charleville, de Grosse Tête, nous a appris, cette semaine, que toute la population de cette région est en parfaite santé, mais que les récoltes laissent à désirer.

Le *Courrier*, Opelousas, paroisse St-Landry, du 7 juillet :

Les ondées ont été moins abondantes et moins fréquentes, cette semaine, que la précédente.

Nos planteurs ont pu, plus aisément, nettoyer leurs champs de coton des herbes qui les encombraient.

—Nous lisons, dans le *Town Talk*, d'Alexandrie :

Nous avons reçu la visite de M. Lacy, propriétaire de la fameuse pépinière de Mount Hope, à Washington. Il nous a présenté d'une petite branche portant 15 jeunes Lecomte extrêmement appétissantes. Il a dans son verger, des poiriers Lecomte, qui lui rapportent, cette année, quinze boisseaux de poires. A cinq ans, des poiriers Keiffer rapportent un boisseau. Les poiriers Keiffer rapportent au bout de quatre ans.

On a calculé, dernièrement, à M. Lalx, de son cercles de poiriers qui se compose de 7 arbres, $7,000 à la fin de juillet. Quel serait, pour la Louisiane, si elle se livrait à cette culture !

Le *Courrier*, Houma, paroisse Terrebonne, du 7 juillet :

Toujours de la pluie, toujours, par conséquent, de mauvaises herbes. Nos chemins sont imputables dans quelques parties de la paroisse.

—Plusieurs de nos planteurs, moins affligés que leurs voisins par les pluies, ont achevé leur sarclage et font set, chez eux, en bon état. La plus grande partie, cependant, attendent un temps favorable pour faire passer la charrue dans leurs champs.

—Depuis que le bayou a été dragué et creusé, un remarque qu'il n'y a qu'un point à Bayou Black où les poupes à vapeur peuvent obtenir du lest. C'est au pied de la rue Church. Ne serait-il pas bon que l'on creusat un courant d'eau, au pied de chaque rue pour rendre possibles les approvisionnements à faire à ces endroits ?

C'est une recommandation à faire à qui de droit.

—Marié par le Rév. Père Foyet, M. Cle. Olivet à Miss Eva Edwards.

Un meeting est convoqué, par la mairie, pour lundi prochain, à 8 heures du soir, afin d'aviser aux moyens d'établir un chemin de fer de Donaldsonville à Lockport. La réunion sera nombreuse. On entendra de plusieurs orateurs.

La *Sentinelle*, Thibodaux, paroisse Lafourche, du 7 juillet :

Les plaideurs continuent à se plaindre. Des plaies ! les opérations de leur sarclage sont devenue impossibles. En quelques endroits seulement, on a pu travailler la canne. C'est un bonheur pour ceux-ben d'autres n'ont pas eu la même chance.

Le *Progrès*, Convent P. O., paroisse St. Jacques, du 7 juillet :

Malgré le grand besoin de bean temps qui se fait sentir, les orages ont du nouveau inondé les champs, cette semaine, et le peu de travail qui reste à y faire a été interrompu. Le riz profile d'un temps qui lui est favorable, et déjà sa grappe se remplit.

Tous les membres étaient présents à la séance régulière du Jury de Police, qui a eu lieu jeudi.

Le sataire mensuel de cinq constres accordé aux syndics des divers "wards" a été supprimé.

La charge des chemins publics a été confiée à l'inspecteur, qui recevra une compensation de six cents piastres par an.

Le comité chargé de faire l'inspection des livres du trésorier a accusé une balance de $1,497 37 1/2 au crédit de la paroisse, à la date du 2 juillet.

Dans son rapport l'inspecteur des ièces nous apprend qu'il y a 60 dalles à raz insérées dans les levées de la Grosse ; que la plupart sont construites d'après le plan des ingénieurs et celui du jury de police, et qu'elles sont en bon état.

L'inspecteur a annoncé que depuis sa nomination, il a tué 20 coc'ons qui détérioraient les levées.

M. Subra, l'acquéreur du ferry du collège, s'étant plaint des dommages que lui cause un nommé Henry Gray en faisant les traversées à prix réduits, l'avocat de district a été autorisé à prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits du plaignant.

Le salaire du plaignant a été réduit à $500 par an, et celui du secrétaire à $300.

Le *per diem* des membres du jury de police a été fixé à $3 par séance.

La proposition du Dr. J. O. Bertin demandant une compensation de $800 par an pour ses services comme coroner et médecin de paroisse, a été rejetée.

Le jury de police s'occupera, de nouveau, de cette question.

Le jury de police se réunira, mardi prochain, à la maison de cour.

—Joseph A. Nicholas, le greffier élu de la 22me cour judiciaire, n'ayant pu se procurer une caution s'empresse de remplir les formalités exigées par la loi, le gouverneur Nicholls vient de nommer M. L. A. Pellerin pour le remplacer.

Dans les récentes élections d'Etat, M. Pellerin avait reçu 1488 voix et son concurrent, Nicholas, 1526 voix.

Le choix d'un successeur devenait donc facile, surtout si sa popularité était prise en considération.

Le *Pionnier*, Napoléonville, paroisse Assomption, du 7 juillet :

Quand on est journaliste, ce même sans être journaliste, on se répète bien un peu et l'on répète aussi les autres

Que voulez-vous.

Répéter est souvent nécessaire, et il n'est point défendu de redire ce que vos voisins disent, surtout quand c'est bon, et de propager ce qui vous semble utile et profitable.

Mais la culture varie, pour la Louisiane comme pour toute autre région où elle est possible, est positivement une vérité.

Ajoutons que l'éducation publique et l'école—car l'école est la nourriture de l'esprit—rendent la solution du problème parfaite.

Si Sancho Panza, le héros positif de Cervantes et le grand diseur de proverbes avait à parler en la circonstance, il dirait :

"Il faut toujours avoir plusieurs cordes à son arc."

"La souris qui n'a qu'un trou est bientôt prise."

Et si l'on pat entrefois appeler le coton Roi, le temps en est passé, et la canne à sucre elle-même n'est pas une Reine absolue.

L'homme heureux, à l'heure actuelle, on qui peut l'être avec de l'intelligence, du travail et de l'économie bien entendue, c'est le fermier de tous les produits et de tous aliments.

Sur la ferme—et la plantation peut en être une, deux, cinq, dix et souvent vingt—il faut produire tout ce qui se mange, tout ce qui nourrit, tout ce qui alimente. Les hommes et les bêtes doivent y trouver l'alimentation et la boisson. Ils seraient malheureux et misérables s'ils étaient obligés d'aller chercher leur nourriture ailleurs, leur maïs, leur pain, leur viande, leurs œufs, leurs poulets, leurs canards, leurs fruits, leurs légumes et leur fourrage.

Nous connaissons de très bonnes ménagères qui sont très heureuses :

Mais, riz, pain, viande, œufs, poules, canards, lait, beurre, fromage, choux, carottes, légumes de toute sorte et de toute saison, fruits, etc., rien ne leur manque. Elles ont tout cela *at home*, comme on dit en anglais, et jamais elles besoin d'acheter une tête d'ail ou d'emprunter une gousse d'échalotte.

Tout faire chez soi, voilà le secret de la ferme, du fermier et du bien-être.

—Nous ne pouvons pas nous dispenser de dire—avec plaisir, assurément—que notre paroisse a maintenant l'honneur d'être à son rang et à sa place grâce aux deux représentants qu'elle s'est donnés à la dernière élection, MM. LeBlanc et d'Ossat.

Ces deux hommes honorables ont toute la dignité qui convient à des représentants, comme aussi toutes les connaissances et tout le jugement nécessaires aux législateurs.

Et ils se sont, comme nous l'avons déjà dit et comme nous le répétons, sérieusement préoccupés de l'importante question de notre bayou, pensant avec raison que la solution de ce problème d'intérêt général valait mieux qu'une de ces misérables petites lois auxquelles les législateurs se plaisent souvent à attacher leurs noms, mais qui vivent l'espace d'un matin.

Ce ne sera point leur faute si le Congrès est injuste ; et si le Lafourche ne subit pas les améliorations nécessaires, nous n'aurons à leur reprocher ni la volonté, ni la bonne volonté, ni les efforts.

Car MM. LeBlanc et d'Ossat ont fait leur devoir.

Nouvelles diverses de France.

La Chambre des députés—ainsi que nous l'avons annoncé—a voté les crédits supplémentaires des différents départements ministériels, en vue de leur participation à l'Exposition universelle de 1889. Voici comment la dépense se répartit entre les divers ministères :

	Francs.
Instruction publique	400,000
Beaux-Arts	1,150,000
Travaux publics	185,000
Agriculture	800,000
Marine	344,612
Colonies	585,000
Intérieur	160,000
Algérie	300,000
Affaires étrangères	50,000
Agriculture	1,685,000
Commerce	45,000
Justice	47,000
Finances	1,200,000

Une réunion des comités légitimistes de Paris et de province a été tenue le 22 juin, à l'hôtel de la Société de géographie, boulevard Saint-Germain. Environ cent délégués y assistaient. Des drapeaux blancs ornés de fleur de lis et portant au-dessus du bureau qui était composé de M. Maurice d'Andigné, assisté de MM. de Jonquières et J. de Cathelineau. Au moment où M. Hermont prenait la parole, deux assistants ont déployé une bannière sur laquelle on lisait : "Dieu et le Roy ! l'Anjou au duc d'Anjou !" M. Hermont s'est attaché, d'abord, à démontrer que la vraie France ne date pas des deux dynasties usurpatrices gouvernementales. C'est, depuis Clovis, la France, le règne de saint Louis et de Louis XIV qui fit la France grande et forte. Le souverain ne se disait pas alors comme le fit plus tard, "usurpateur" Louis-Philippe : "roi des Français", mais : "roi de France."

Le duc d'Anjou, a-t-il continué, n'est point possesseur d'un territoire et non d'un tronpeau d'hommes, sur lesquels il n'exerçait que le pouvoir paternel d'un chef de famille. En terminant, M. Hermont a vivement affirmé la légitimité des droits au trône d'un prince étranger, mais devenu Français. "Un roi, a-t-il dit, est le comte de Paris, a-t-il conclu aux applaudissements de l'auditoire, j'espère bien qu'il ne règnera jamais et qu'il passera à la postérité sous le nom de comte Zéro."

M. Bartissol y Carne, délégué des légitimistes des Bouches-du-Rhône, a déclaré ensuite, dans un discours légèrement coupés, que la révolution de 1789 était l'œuvre de Louis XVI et qu'il en célébrerait volontiers le centenaire, si 1793 n'était pas suivi....

MM. Guillaume Véron et de Jonquières ont recommencé après M. Hermont, et dans les termes les plus vifs, le procès des Orléans. Enfin, M. Maurice d'Andigné a prononcé quelques paroles dans le même sens et a donné lecture du Jordre du jour suivant, qui a été approuvé à l'unanimité :

"Les légitimistes réunis le 22 juin 1888, à l'hôtel de la société de géographie, remercient le chef de la Maison de France d'avoir adressé publiquement ses vœux de la maison d'Anjou, et droits et ses devoirs.

"Ils déplorent respectueusement l'homage de leur soumission et de leur inébranlable fidelité aux pieds du roi et de la reine."

Le ministre de l'intérieur a envoyé aux préfets une circulaire les invitant à appliquer rigoureusement les mesures répressives concernant la vente sur la voie publique d'ouvrages et publications obscènes.

La deuxième section du Conseil supérieur de l'Assistance publique (Secours aux indigents malades : hôpitaux) s'est réunie au ministère de l'intérieur, sous la présidence de M. le docteur Rochard.

Après une discussion approfondie, elle a, conformément aux propositions du gouvernement, adopté, à l'unanimité, le principe que l'assistance aux indigents malades devait être obligatoire.

On prête à M. le baron de Mackau, membre du comité d'action de la Ligue de la consultation nationale, l'intention de fonder un journal qui deviendrait l'organe attitré du comité de la rue de Bourgogne, dit comité des Douze.

M. le contre-amiral Alquier, membre du conseil des travaux de la marine, était, le 22 juin, à Toulon, où il étudie les moyens d'un essai de mobilisation de la flotte.

Pendant la semaine du 7 au 14 juin 1888, la Société générale des téléphones a inscrit 15 nouveaux abonnés à Paris et 6 dans les départements.

Paris compte actuellement 5,700 abonnés et les départements 2,455, soit en tout 8,155 abonnés.

Depuis la guerre de Crimée, c'est-à-dire depuis trente-trois ans, le Parlement anglais a voté la somme de huit cents millions sterling (soit plus de 20 milliards de francs) pour l'entretien de son armée et de sa flotte.

Dans la séance du 22 juin, du Conseil municipal de Paris, M. Navarre a questionné M. le préfet de police sur l'ordonnance du 8 juin 1888 concernant les chiens.

Il a dit que cette ordonnance a donné lieu à de nombreux abus. Des gens sans aveu arrêtent les chiens et les conduisent à la fourrière, à seule fin de toucher une prime. L'orateur a demandé que les chiens errants ne puissent être arrêtés que par des agents commissionnés par la préfecture de police ou reconnus par elle.

M. le préfet de police, après avoir rappelé comment et dans quelles circonstances l'ordonnance dont il s'agit fut rendue, a déclaré qu'il y a à Paris 70,000 chiens qui paient la taxe, et à peu près le même nombre qui ne la paient pas, c'est-à dire des chiens errants ; que depuis le 1er janvier 12 personnes sont mortes de la rage.

Il a donné l'assurance que l'arrêté continuerait à être strictement appliqué ; les gardiens de la paix doivent saisir ou faire saisir les chiens errants par les personnes qu'ils trouvent en moment voulu à leur disposition. Il est matériellement impossible de procéder autrement.

M. Levraud a déposé une proposition invitant la préfecture de la Seine, chargée du recouvrement de l'impôt sur les chiens, à délivrer, en même temps que la quittance de la taxe, une médaille destinée à être placée au collier du chien.

Cette mesure devrait être appliquée à partir du 1er janvier 1889. Tout chien non porteur d'une médaille serait saisi et conduit à la fourrière.

Sur la ferme—et la plantation peut en être une, deux, cinq, dix et souvent vingt—il faut produire tout ce qui se mange, tout ce qui nourrit, tout ce qui alimente. Les hommes et les bêtes doivent y trouver l'alimentation et la boisson. Ils seraient malheureux et misérables s'ils étaient obligés d'aller chercher leur nourriture ailleurs, leur maïs, leur pain, leur viande, leurs œufs, leurs poulets, leurs canards, leurs fruits, leurs légumes et leur fourrage.

Nous connaissons de très bonnes ménagères qui sont très heureuses :

Mais, riz, pain, viande, œufs, poules, canards, lait, beurre, fromage, choux, carottes, légumes de toute sorte et de toute saison, fruits, etc., rien ne leur manque. Elles ont tout cela *at home*, comme on dit en anglais, et jamais elles n'ont besoin d'acheter une tête d'ail ou d'emprunter une gousse d'échalotte.

Tout faire chez soi, voilà le secret de la ferme, du fermier et du bien-être.

—Nous ne pouvons pas nous dispenser de dire—avec plaisir, assurément—que notre paroisse a maintenant l'honneur d'être à son rang et à sa place grâce aux deux représentants qu'elle s'est donnés à la dernière élection, MM. LeBlanc et d'Ossat.

Ces deux hommes honorables ont toute la dignité qui convient à des représentants, comme aussi toutes les connaissances et tout le jugement nécessaires aux législateurs.

Et ils se sont, comme nous l'avons déjà dit et comme nous le répétons, sérieusement préoccupés de l'importante question de notre bayou, pensant avec raison que la solution de ce problème d'intérêt général valait mieux qu'une de ces misérables petites lois auxquelles les législateurs se plaisent souvent à attacher leurs noms, mais qui vivent l'espace d'un matin.

Ce ne sera point leur faute si le Congrès est injuste ; et si le Lafourche ne subit pas les améliorations nécessaires, nous n'aurons à leur reprocher ni la volonté, ni la bonne volonté, ni les efforts.

Car MM. LeBlanc et d'Ossat ont fait leur devoir.

Le ministre des travaux publics vient d'homologuer :

1. Un tarif commun d'exportation pour le transport des poires et pommes à cidre, par wagon chargé d'au moins 5,000 kilog. d'Avranches, Pécamp, Laval, etc., à Batilly-frontière et Igny-Avricourt frontière ;

2. Un tarif commun d'exportation pour les mêmes transports effectués de Cèzes et de Serqueux à Batilly-frontière ;

3. Un tarif commun d'exportation concerté entre les Compagnies du Midi, d'Orléans et du Nord de l'Espagne, pour le transport des sucres raffinés ou candis, en cadres, caisses ou tonneaux par expédition d'au moins 5,000 kilog. de Paris-Ivry à diverses gares espagnoles. Ce tarif a pour but de favoriser l'exportation française sur le marché espagnol ;

4. Un tarif présenté par la Compagnie du Nord, tendant à l'addition à titre temporaire dans le tarif des ports de mer d'un prix de 1 fr. par tonne, frais de gare compris pour le transport des rails d'acier par wagon complet d'au moins 10,000 kilog., de Lourches et de Valenciennes à Dunkerque ;

5. Une proposition de la Compagnie d'Orléans ayant pour objet d'insérer dans son tarif spécial D No 12 un nouveau paragraphe comportant un prix de 5 fr. 50 par tonne (frais de gare compris) pour le transport des roches feldpathiques en vrac par chargement d'au moins 5,000 kilog. par wagon, de Lavaud Franche à Melun-sur-Yevre.

Le ministre des travaux publics vient d'adopter également une proposition du tarif de la Compagnie P. L.-M., ayant pour but de permettre aux glucoseries situées entre Arles et Avignon de s'approvisionner à Paris dans les mêmes conditions que les produits similaires de la rivière de Gênes, en utilisant le Saint-Gothard.

Nous lisons dans la *Liberté* du 23 juin :

M. le président de la République a offert un dîner intime aux docteurs Brouardel, Lancereaux, Labbé et Rendu, médecin major des enfants de troupe de Rambouillet, à l'occasion du rétablissement du général Brugère.

Un vaisseau de guerre brésilien est en route de Rio Janeiro à Bordeaux, où l'Empereur et l'Impératrice s'embarqueront pour leur retour, vers le milieu de juillet.

La Chambre des communes a adopté, hier, en troisième lecture, le bill relatif à la modification de la taxe sur les vins en bouteilles. Le vote a donné lieu qu'à quelques observations sans portée. Lors de la seconde lecture, M. Goschen avait déclaré que ce projet était dû à l'initiative spontanée du cabinet et qu'il n'était pas la conséquence de négociations avec le gouvernement français. Ce n'est peut-être pas exactement ce qui résultera de la publication de communications échangées entre lord Salisbury et M. Waddington ; mais il est vrai que M. Goschen n'a eu aucune intervention directe, ce qui, toutefois, sans doute n'exprime pas. Cette affaire n'a, du reste, jamais présenté aucun danger pour le gouvernement qui, d'ailleurs, a pour lui la majorité dans la Chambre des communes. Ce n'est pas peu de chose, en effet, le succès des gladstoniens dans les dernières élections a vivement impressionné les libéraux modérés qui commencent à s'interroger de nouveau sur la nécessité de rester unis. Ils se sont rencontrés plusieurs fois au cours du débat sur la loi d'administration locale, s'il n'avait pas exquivé la question de l'union. Mais, pour éviter la bataille, il a été obligé de laisser passer des amendements qui changent toute la physionomie du projet ; il est assez partisan remplit d'une disposition faisant échec à la police dans les attributions des corporations électives, disposition qui produit un effet contradictoire dans un projet dont le but est de centraliser l'autorité et de décentraliser l'administration.

Le général Boulanger dit le *Temps*—a été, comme nous l'avons annoncé déjà, atteint d'un accès de fièvre intermittente. Les journaux de Bergerac, qui le général commandait lors de l'affaire de Thiviers, commentent cet événement et donnent quelques renseignements du général Boulanger.

Sous tragons de source allemande certaine, dit le *Journal de Bergerac*, que la maladie dont est atteint l'honorable général est due à deux blessures à la tête, reçues en Crimée et en 1870, qui ont nécessité l'une et l'autre fois l'usage du chloroforme. Il n'en est rien ; il a été victime d'une chute de cheval ; toute autre version est complètement erronée."

Selon l'*Eclaireur*, la cause du mal serait les quatre

...deux accidents successifs qui viennent d'éprouver cruellement le général. Ils ont eu, en effet, durant ces dernières années, quatre enfants.

Ajoutons que, né à Castelnaudary, le 24 août 1833, le général Boulanger compte trente-cinq ans de services, six campagnes, trois blessures et une citation.

Les habitants de la Prairie-au-Duc sont—lisons-nous dans le *Phare de la Loire*—sous le coup d'une émotion causée par une série de onze décès qui ont atteint, depuis le 1er juin, les environs de la ferme de M. Leblanc, fabricant d'engrais, rue La-Noue Bras-de-Fer.

Tous les ouvriers morts succombaient des suites de pneumonie, que les uns supposaient causée par les trituration des phosphates et des poudrettes, d'autres par un bateau de provenance anglaise, dont on avait déchargé le contenu au commencement du mois, et qui aurait apporté, en même temps que sa cargaison de guano, les germes de la maladie à laquelle tant de victimes succombaient.

M. Leblanc réunit une commission de trois médecins pour rechercher si les conditions hygiéniques de son usine étaient la cause des décès. Ils conclurent qu'elles n'étaient pas mauvaises.

On a dû chercher ailleurs, et l'on a fini par découvrir la raison de ces morts étranges et répétées. C'est parce que les ouvriers, en sueur, venaient boire au robinet de refroidissement, l'eau qui était réfrigérant dans lequel on entretient, pour les besoins de l'usine, de l'eau à une température toujours très basse.

Les journaux de Paris, du 24 juin nous apprennent que la commission de recensement de la Charente s'est réunie et a proclamé les chiffres suivants pour l'élection législative du 17 juin dernier :

Inscrits : 117,917.—Votants : 76,770.

Bulletins blancs	537
Bulletins nuls	53
MM. Gellibert des Seguins.	
bonap	31,439 voix
Lazare Weiller, rép..	23,393
Déroulède, boulan...	20,674

Voici les résultats qui avaient été transmis par le télégraphe, le 18 juin ;

Inscrits : 111,895.—Votants : 76,400.

MM. Gellibert des Seguins.	31,401 voix
Lazare Weiller.....	23,980
Déroulède.....	20,056

En comparant ces chiffres, on peut se convaincre de l'inexactitude de la nouvelle publiée d'après laquelle on aurait atteindré à tort, le premier jour, à M. Gellibert des Seguins 1,000 voix et à M. Weiller 1,700 voix de plus que l'un et l'autre n'en avaient réellement obtenu.

Mme Carnot, accompagnée de deux officiers de la maison militaire de l'Elysée et de MM. Jules Comte, directeur des bâtiments civils, et de Gouriet, conservateur des palais nationaux, est allée de nouveau visiter le palais de Fontainebleau.

A son retour à l'Elysée, il a été décidé, en principe, que M. le président de la République fait, pendant l'été, habiter le palais, dont il occuperait l'aile dite de Louis XV.

La préfecture de la Haute-Vienne fait procéder à une enquête au sujet d'une petite épidémie dont ont été atteints une trentaine d'habitants de Saint-Victurnien et de la Barre-du-Veyrac, qui se plaignent de violentes coliques dont ils ne peuvent s'expliquer l'origine. Des échantillons de boissons, d'aliments et d'ustensiles de cuisine sont soumis à une analyse chimique.

Plusieurs médecins, dit la *Gazette du Centre*, pensent qu'il se pourrait que l'on fût simplement en présence d'une épidémie de coliques sèches, dites coliques du Poitou, qui sont assez fréquentes dans la contrée.

Italie.

Le 22 juin, à la Chambre des députés, on a discuté le budget.

M. Branca a dit que les prévisions du ministre des finances sur les tarifs douaniers ne se sont pas réalisées, par suite de la politique douanière du gouvernement, qui a fermé la frontière à un grand nombre de productions étrangères sans favoriser la production nationale.

M. Magliani a réfuté les affirmations de M. Branca et a défendu la politique économique du ministère, dont il a assumé la complète responsabilité.

M. Colombo a reconnu que de nombreux mécomptes ont été causés par ce fait que le tarif général avait été établi en prévision d'un accord avec la France.

M. Luzzatti a appuyé les déclarations de M. Colombo et réclamé aussi l'abolition ou la réduction du droit d'exportation sur le soufre.

M. Luzzatti a appuyé les déclarations de M. Colombo et réclamé aussi l'abolition ou la réduction du droit d'exportation sur le soufre.

Les étudiants français qui ont assisté aux fêtes de Bologne, à leur arrivée à Vintimille, ont adressé à leurs camarades italiens une dépêche pour les remercier de nouveau de l'accueil sympathique qu'ils ont reçu à Bologne.

"La dépêche se termine par les mots de : "Vive l'Italie !"

Par ces pouvoir curatif instantané contre la, la Salsepareille d'Ayer est le remède pour le sang le meilleur et le plus économique.

SERVICE FUNÈBRE.

Une messe funèbre sera célébrée le jeudi 12 juillet à 7 heures A. M. à la Cathédrale St. Louis pour le repos de l'âme de la VEUVE JOSEPH BAEDA. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés d'y assister.

10 juillet—3f.

MESSE FUNÈBRE.

Une messe funèbre sera dite à l'Eglise St. Augustin, demain mercredi à 7 heures du matin pour le repos de l'âme de PAUL CAZERES. Les parents et les amis sont invités à assister

De la part de la famille

10 juil—3t

ERNEST C. VILLERE,
15 rue Carondelet.

Importateur et marchand de Vins fins, Cognacs, Liqueurs de fantaisie, Whis Rosés, Vins Vieux et en cercles et en bouteilles, Cognacs, Sherries, Vins de Porto, Rhins, Vins Vins de la Californie, Champagnes et Champagnes de Cie., Whiskies célèbres de Cahan, Hoff & Cie.

10 2e—1an

Changement de local,
Changement de local.

ELKIN & Cie.,
100.....Rue du Canal.....100

Prenant changer de local, nous offrons notre grand et complet assortiment de

Tapis, Nattes
ET TOILES CIRÉES
aux prix les plus réduits.

Les personnes visitant les ateliers de la Manufacture et désirant se munir de nos marchandises sont invitées à le faire dans les heures sensibles qui suivent.

10 août

Avis.—Le détenteur du billet No 531, ayant gagné le cheval qui a couru le Handicap Steam Engine Fire Company No 1, est prié de passer chez le dit billet au Bureau H. Conrad fils.

A DARCANTEL Président.

10 juillet—3t

Bureau de la Crescent City Live Stock Landing and Slaughtering Company, Nouvelle-Orléans, 7 juillet 1888. L'assemblée régulière mensuelle du Bureau des Directeurs de cette Compagnie, tenue le 7 du courant, a déclaré un dividende semi-annuel de quatre pour cent à être déclaré payable à un semestre. Les livres de transfert seront clos à partir de ce jour.

10 juillet—7f J. NUMA AUGUSTIN, Secrétaire.

Compagnie d'Assurance Rhéno. — 78 rue du Camp — Nouvelle-Orléans 7 juillet, 1888. — A une réunion régulière mensuelle du Bureau de Direction tenue ce jour un dividende semi-annuel de trois (3) pour cent a été déclaré payable sur demande aux actionnaires.

JOHN G BYRD, Secrétaire.

8 juil—8f

Bureau de la Compagnie d'Assurance du Sud de la Nlle-Orléans, 8 juillet 1888.—A une réunion du Bureau des Directeurs, tenue ce jour, un dividende de huit semi-annuel de QUATRE (4) POUR CENT a été déclaré, payable aux actionnaires SUR DEMANDE.

SCOTT MORRER, Secrétaire.

4 juil—7f

Bureau de la Compagnie de chemin de fer d'Orléans, coin White et Lharpe.—Nouvelle-Orléans 3 juillet 1888.—A une réunion spéciale du Conseil de Direction de cette Compagnie, un dividende de deux (2) pour cent sur le capital a été déclaré, sur les gains des trois derniers mois, payable aux actionnaires sur demande.

P. COUGOT, Secrétaire.

4 juil—5f

Banque Nationale Germania.—Nouvelle-Orléans, 29 juin 1888.—A une réunion de la Direction qui a eu lieu ce jour, il a été dé